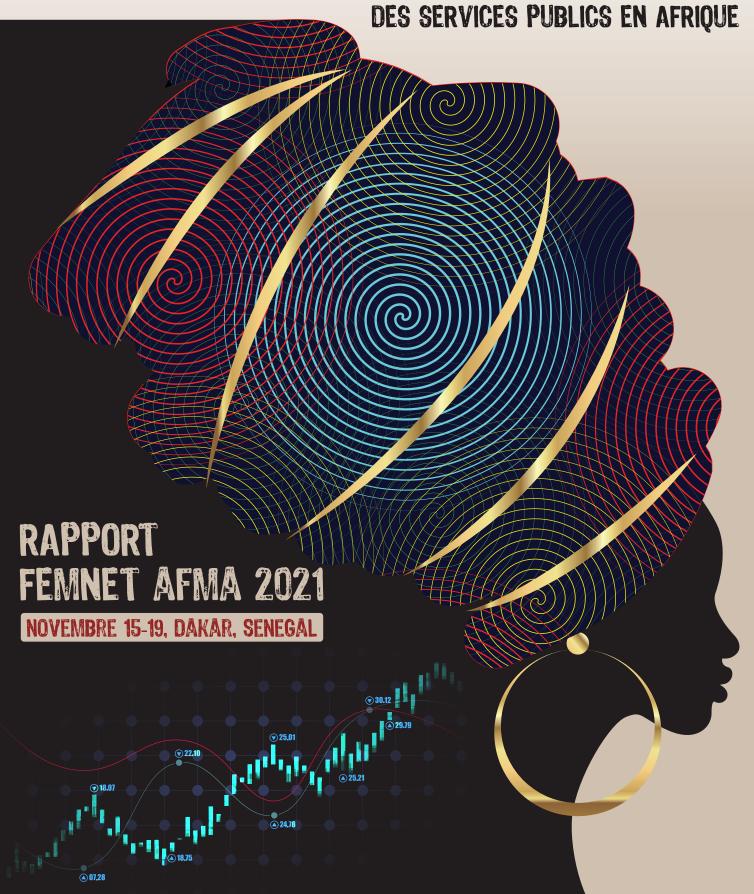


AFRICAN FEMINIST MACROECONOMIC ACADEMY

The Audacity to Disrupt

PROMOUVOIR UNE APPROCHE FEMINISTE AU FINANCEMENT ET A LA PRESTATION DES SERVICES PUBLICS EN AFRIQUE







© FEMNET 2021

Pour obtenir une copie de ce rapport, contactez:

The African Women's Development and Communication

Network (FEMNET)

12 Masaba Road, Lowerhill.

PO Box 54562 -00200, Nairobi

Tel: +254 20 271 2971/2

Email: admin@femnet.or.ke

Web: www.femnet.org



Écrit par:

Nebila Abdulmelik & Mariama Ndong

Coordinated by:

Nicole Maloba (FEMNET) & Rouguiétou Khady Sow (TrustAfrica)

Coordonné par:

Memory Kachambwa (ED FEMNET) & Ebrima Sall (ED TrustAfrica)

Facilitée par:

Aurea Mouzinho, Dr. Anta Ngom, Briggs Bomba & Wangari Kinoti

Conception et mise en page:

Charles Lenjo

Email: charleslenjo@gmail.com

Web: www.behance.net/charleslenjo

Tel: +254 712 990 130

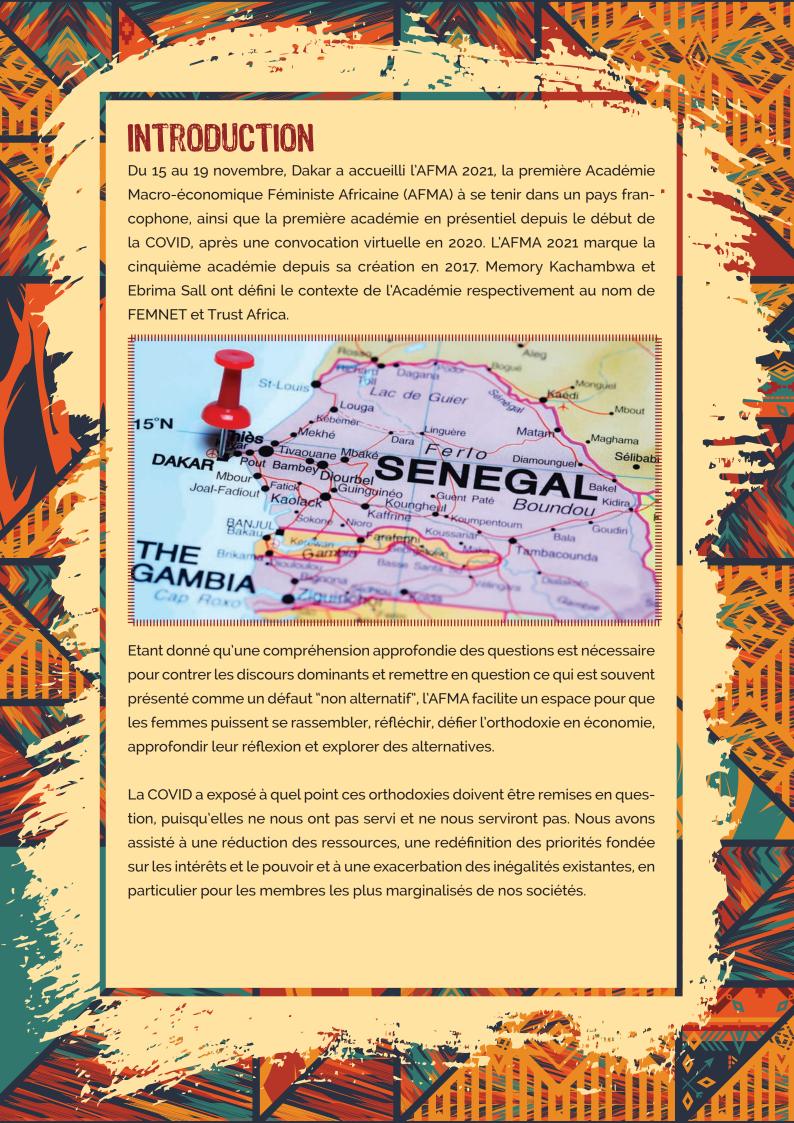














DU JOUR 1

Analyser les Problèmes Majeurs pour la Politique Macroéconomique



Session animée par Aurea Mouzinho & Dr Anta Ngom

Le Dr Anta Ngom a présenté aux participants les définitions et dimensions classiques de l'économie, notamment la microéconomie, la macroéconomie et la mésoéconomie. Elle a également passé en revue les principales composantes de la politique macroéconomique. Alors que la microéconomie examine les éléments qui composent une économie, tels que l'individu, les entreprises et les industries, la macroéconomie analyse le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. La mésoéconomie ne se reflète pas dans l'économie orthodoxe et met l'accent sur les aspects sociaux, y compris les interactions, les relations et les engagements.

Elle a parlé de l'économie classique comme d'un examen des comportements et des choix des individus en fonction des ressources disponibles, de l'utilisation de ces ressources, des quantités et des prix des produits qu'un producteur met sur le marché, et des choix du consommateur en fonction de ses moyens et de ses possibilités d'acheter un produit. Diverses perspectives classiques existent, y compris celle de Smith qui considère l'économie comme la science de la richesse, Raymond qui voit l'économie comme la science de l'administration des ressources rares ainsi que le comportement des individus lorsque les ressources sont rares, Samuelson qui se concentre sur le pouvoir d'achat des individus et leurs comportements en fonction de ce pouvoir d'achat ainsi que du processus de création valeur; de la production à la distribution entre autres.





Alors que l'économie est une science de la production, des prix et de la consommation, la politique économique renvoie aux tentatives de l'État pour résoudre les problèmes qui émergent et créer les moyens et les mécanismes afin de permettre aux familles à faible revenu de survivre.

Aurea s'est levée alors qu'elle animait la session en disant "J'ai du mal à m'asseoir parce que la connaissance est incarnée, elle concerne non seulement notre intellect, mais aussi notre corps; où nous allons, où nous nous asseyons avec nos enfants".

Elle a commencé sa session en demandant aux participants d'écrire chacun quelque chose de gentil à quelqu'un dans la salle et de donner à ce(tte) dernier(re) la note écrite. Les participants ont partagé leur affection et leur attention avec leurs camarades dans la salle. L'énergie de la pièce s'est élevée au fur et à mesure que des notes avec des mots aimables étaient lues.

On a ensuite demandé aux participants d'écrire trois mots qui leur venaient à l'esprit lorsqu'ils pensaient à l'économie.

Et si la théorie économique créait des mythes qui rendent plus forts les acteurs économiques les plus puissants, les plus cupides et les moins prévoyants, tout en sapant inutilement les sensibilités éthiques et les aspirations humaines normales pour une société prospère, juste et durable?

- Julie A. Nelson¹

L'économie est caractérisée par un cadre de pensée, avec des économistes néoclassiques tels que Adam Smith et Ricardo définissant ce sur quoi ils pensent que la discipline devrait se concentrer, c'est-à-dire les problèmes de rareté et de choix. Les hommes blancs avaient des idées très spécifiques sur le genre et la classe, c'est-à-dire que les femmes appartiennent au ménage, que leur travail est improductif, et si les femmes travaillent, elles ne méritent pas le même salaire que les hommes. C'est dans les années 1950 et 1960, suite à la guerre en Occident, que les femmes ont commencé à quitter leur foyer, car il y a eu un glissement de la production à la maison vers la production à l'usine, et donc un glissement vers le travail rémunéré. C'est à cette époque que s'est posé la question des inégalités. Les économistes traditionnels ont expliqué cela en disant que "l'incitation pour les femmes à aller travailler était plus grande que l'inci-



tation à rester à la maison". La militante féministe Betty Friedman a réfuté cela, déclarant qu'il y avait de fortes contraintes à la maison, que les femmes sont parfois dans une position d'asservissement et que, par conséquent, aller travailler est un soulagement temporaire. D'autres économistes expliqueraient davantage ce changement de préférence et de capacité plutôt que de s'engager dans des questions de pouvoir et d'inégalité.

L'économie traditionnelle fait un certain nombre d'hypothèses erronées sur le comportement humain et l'agence qui sont très importantes. Celles-ci n'incluent que les humains:

- Sont motivés par la raison et non par l'émotion.
- Rivalisent, ils ne coopèrent pas.
- Donnent la priorité à leur intérêt personnel plutôt qu'à prendre soin des autres.
- Sont autonomes plutôt que dépendants.

Dans ce modèle, le travail de soins, y compris l'éducation des enfants, les soins aux personnes âgées, aux malades, la cuisine, rendre possible la vie de tous les jours est également considéré comme non pertinent.

D'autres critiques de l'économie traditionnelle sont les suivantes:

- La rareté n'est pas prédéterminée mais plutôt causée par l'homme et résulte d'un comportement de maximisation du profit ainsi que d'une concentration et d'une distribution inégale des ressources finies.
- ll existe une portée restrictive pour ce qui constitue une analyse économique, en mettant l'accent sur la causalité plutôt que sur les conséquences pour les personnes, et en évitant les questions relatives à la race, au genre, à la sexualité.
- L'efficacité comme objectif principal et indicateur de succès, plutôt que l'équité, l'égalité, la justice. Les définitions courantes de "l'efficacité" peuvent résulter du déchargement des coûts sur les ménages/

L'économie traditionnelle a un problème de genre, et un million d'autres! - Aurea membres marginalisés de la société ou de la dépendance à des ressources qui ne sont pas payées (travail non rémunéré) - c'est-à-dire que lorsque les services publics sont coupés, les femmes prennent le relais.

- Lorsqu'on parle d'individus, de choix, de ressources rares, on ignore ou on écarte la façon dont nous, en tant que communauté/société, sommes organisés au-delà du marché, au-delà de la production, de la consommation, de l'achat et de la vente.
- Négliger des moyens autres que quantitatifs pour expliquer ce qu'est l'économie sépare l'économie de la politique, de la culture, de l'écosystème; obscurcit les intérêts servis par la rhétorique et la pratique dominantes.



Recadrer L'économie

D'autre part, les économistes féministes cherchent à:

- 1. Expliquer: ne pas se contenter de calculer, les causes, la nature et les conséquences des inégalités de genre.
- 2. Œuvrer au changement: travailler à une société plus équitable entre les sexes, où la femme n'occupe plus une position subordonnée en produisant des connaissances pour le changement, pour nous rapprocher de la transformation.
- 3. Scruter: fournir des explications adéquates de la vie économique centrées sur des expériences vécues des personnes, moins occidentales, moins orientées vers les hommes et l'occident.

L'économie féministe, bien qu'elle ne soit pas une idée unique mais plutôt une approche par laquelle nous abordons les questions de genre dans l'étude de l'économie, émerge d'une tradition pluraliste qui est inconciliable et incompatible avec l'économie traditionnelle. Nous ne pouvons pas assurer la prestation sociale pour tous tout en maximisant l'efficacité pour certains. Aurea nous a rappelé les mots d'Audre Lourde "On ne peut pas détruire la maison du maître avec les outils du maître". L'économie féministe est délibérément marginalisée pour décourager le développement et l'articulation de ses approches alternatives.

Aurea a partagé certaines des approches qui influencent l'économie féministe, notamment:

L'Approche marxiste: elle apprécie que Marx, bien que limité par son temps, nous a attirés vers les bonnes questions sur la nature du capitalisme, le cadrage des relations de genre dans le fonctionnement du système capitaliste, comment nous nous relions les uns aux autres lorsque nous produisons (par opposition à aux échanges marchands) et comment cela façonne la vie quotidienne des gens, les interrelations entre travail rémunéré et non rémunéré, la différence entre les femmes et les hommes en termes de classe sociale.

L'Économie institutionnelle: elle comprend que ce n'est pas que les femmes sont marginalisées sur le marché, mais plutôt que la façon dont le marché fonctionne accentue, sinon crée, la marginalisation et que



celle-ci se perpétue, ancrée dans les normes sociales, dans le fonctionnement de la société.

Les Systèmes mondiaux, le tiers-monde, les théories du sous-développement: elles soutiennent que le capitalisme est développé à une échelle circulaire, les autres régions étant systématiquement sous-développées et pillées. L'exploitation des "périphéries" se traduit par une augmentation des dépendances vis-à-vis de la métropole.

L'Eco féminisme: elle établit un lien et une corrélation distincts entre l'exploitation capitaliste de la terre et celle des femmes. Comment les femmes sont traitées, la sous-évaluation du travail de soins est essentiellement la même que la façon dont la nature est traitée. Les deux sont considérées comme non pertinents, jetables et sont donc marginalisées, exploitées et détruites. Le mantra prospérité pour tous/croissance permanente conduira à la destruction écologique et la vie ne sera plus possible.

L'approche de la prévision sociale estime que:

- 1. Le travail de soins est important. Il permet aux sociétés de continuer, de prospérer. Il alimente le travailleur/producteur et est la base de toute société alors qu'il est complètement négligé par les mesures de réussite économique.
- 2. Le bien-être humain devrait être un critère de réussite économique. Si les individus sont plus pauvres, plus malheureux, exploités à quoi cela sert-elle?
- 3. L'agence sociale est importante. La capacité pour les gens de déterminer par eux-mêmes ce qu'est une bonne vie.



Ces écoles de pensée alternatives voient la nature genrée d'un agent économique, reconnaissant que cet agent est une personne incarnée, avec des préférences, des besoins, des valeurs, des aspirations, des croyances et une capacité d'action. L'agent est un individu qui est façonné par la société et qui la façonne. Il/elle est interdépendant(e) et entretient des relations sociales à l'intérieur et à l'extérieur du ménage. L'agent n'est pas simplement un travailleur.

Dans ces écoles de pensée alternative, le genre est compris et analysé comme une construction sociale, qui est constamment façonnée et reconstituée dans les lieux de travail, de culte, d'étude et dans les foyers.

Les théories et les traditions sur lesquelles se fonde l'économie féministe s'éloignent de l'échange et de l'optimisation du choix pour se concentrer sur la fourniture sociale de la vie humaine, en accordant une plus grande attention au lien entre les activités rémunérées et non rémunérées, les marchés, les ménages, les communautés et le gouvernement. L'approvisionnement social renvoie à comment la vie est reproduite; pas comment nous maximisons les ressources ou agissons en tant qu'individus, mais plutôt comment nous gagnons notre vie collectivement en tant que communauté/société.

Les participants ont été invités à discuter en groupes de ce qui devrait constituer les approches féministes africaines de l'économie. Les réponses comprenaient la prise de conscience du contexte historique de l'économie, l'analyse du pouvoir, une décolonisation des traditions et coutumes culturelles, le centrage des histoires et des expériences des femmes, la ré imagination des mesures de la croissance économique au-delà du PIB (Produit Intérieur Brut), la valorisation du travail de soins, la lutte contre les inégalités salariales, l'amorçage de la justice et de l'équité, en centrant l'humanité et la durabilité et en démantelant les normes sociales, traditionnelles et religieuses de genre.

Dynamique du Pouvoir: Politique du Langage

Aurea a rappelé aux participants d'être conscients de la politique du langage et de la dynamique de pouvoir existant dans notre discours. Comment certains mots peuvent réitérer la domination et l'altérité des mots tels que "femmes de niveau inférieur" "de bas en haut". Qui détermine qui est en bas et qui est en haut? Qu'est-ce qui fait de certaines femmes des femmes de "niveau inférieur" par opposition aux femmes de "niveau supérieur"?

Le Néolibéralisme, la Politique Macroéconomique et le Développement de l'Afrique Session animée par Dr Anta Ngom

Anta a partagé sur les idéaux du libéralisme économique comme étant fondé sur une économie sans l'intervention de l'État, ainsi que le néolibéralisme qui vise à établir et à maintenir la concurrence entre les individus, sans tenir compte du comportement prédateur de certains, y compris les



entreprises pour éliminer leurs concurrents. Elle a aussi partagé sur l'impact sur les femmes des politiques néolibérales qui comprenaient l'augmentation de l'accès aux prêts, sans toutefois tenir compte des dynamiques sociales, qui incluent les contraintes liées à l'autorisation des conjoints, ainsi qu'aux taux élevés des prêts.

En Ouganda, 80% de l'économie est soutenue par l'agriculture qui est pratiquée majoritairement par les femmes. Les politiques ne favorisent pas les femmes et les filles qui dirigent l'agriculture - nous sommes juste là pour être utilisées, pour conduire l'économie qui nous exploitent. Nous devons réfléchir aux moyens d'influencer les politiques pour nous assurer qu'elles fonctionnent pour nous. Ces discussions m'ont ouvert les yeux, je comprends maintenant toutes les façons dont l'économie a un impact sur le travail que nous faisons.

- Labila Sumaaya Musoke

Critique Féministe des Politiques Macroéconomiques Néolibérales

Session animée par Aurea

Le néolibéralisme n'est pas seulement un ensemble de valeurs, mais une approche spécifique du fonctionnement des politiques économiques et du rôle de l'État dans l'économie. Les logiques libérale et néolibérale ne sont pas en contradiction avec l'idée d'égalité - bien que l'égalité soit définie comme "l'égalité des chances" sans tenir en compte les résultats collectifs, mais la manière dont un individu, avec ses capacités et son dynamisme, peut y parvenir. La réalité, cependant, est que nous ne commençons pas tous en même temps. Il y a des facteurs structurels qui déterminent si oui ou non l'individu sera capable d'y parvenir. Lorsque l'objectif d'autonomisation est réduit à un niveau individuel, les questions d'équité, de justice, et de droits sont négligées. Nous avons des droits, l'État existe pour des inégalités inégales. Une compréhension néolibérale ne permet pas d'aller au-delà des capacités et des efforts et ne prend pas en charge ceux qui sont freinés par des facteurs structurels et systémiques.

Les politiques macroéconomiques portent sur le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. Les politiques budgétaires et monétaires déterminent des résultats tels que l'inflation, l'emploi, les taux d'intérêt qui ont un impact considérable sur d'autres facteurs. Historiquement, les politiques macroéconomiques sont définies sans prendre en compte le genre, comme s'il n'avait pas d'effet distinct ou plus grands sur les femmes. Cela a également été le cas pour les politiques commerciales.

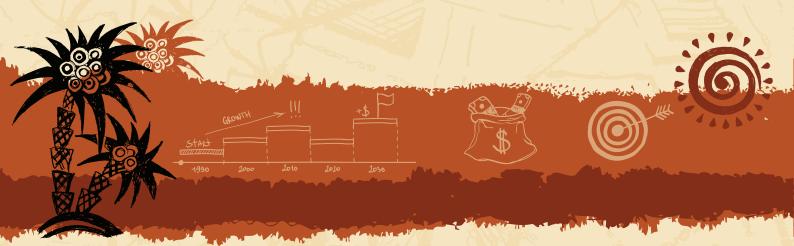




Les Plans d'Ajustements Structurels (PAS)

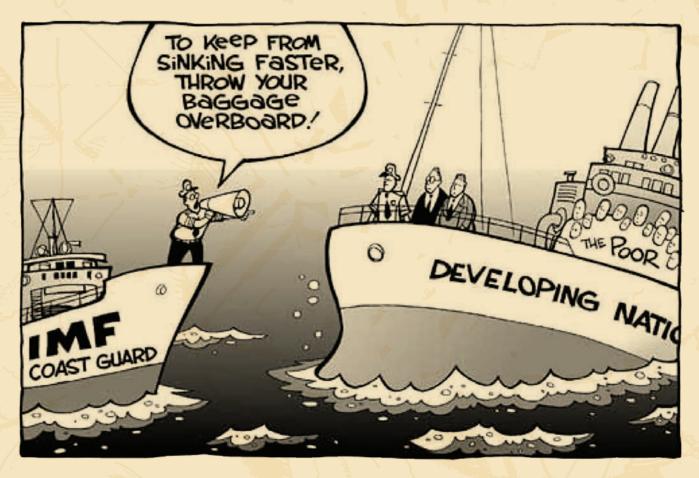
Les PAS ou Plans d'Ajustements Structurels ont été conçus par le Fonds Monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) et d'autres Institutions Financières Internationales (IFI) et présentés aux pays incapables de rembourser leurs dettes dans les années 80 et 90 pendant la période de crise d'endettement. Certaines des prescriptions politiques comprenaient:

- La réduction des budgets des gouvernements qui en et pour soi n'est pas nécessairement problématique, sauf que les secteurs qu'elle ciblait et considérait comme superflus étaient les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé, les prestations sociales.
- La privatisation les actifs publics pour générer des revenus sur la base de la logique selon laquelle tout ce qui est public est inefficace; ceci reflétant un amalgame de la mauvaise gestion des fonds et des ressources publiques par le gouvernement en raison de la corruption avec une incapacité inhérente du gouvernement à gérer efficacement les entreprises publiques. Il existe cependant de



solides arguments sociaux en faveur de la mise à disposition de certains services quel qu'en soit le coût, afin de maintenir l'accessibilité au public et à la majorité.

- La déréglementation des industries basée sur la logique que la réglementation crée des inefficacités et réduit la rentabilité.
- La libéralisation du commerce et de l'investissement, y compris l'élimination des barrières commerciales telles que les tarifs, l'institution de subventions, la libéralisation du taux de change qui sera déterminé par l'offre et la demande et le fait céder le contrôle sur le capital.



L'effet des PAS s'est généralisé. Le Burkina Faso, par exemple, avait une industrie textile florissante qui s'est effondrée après la mise en œuvre des PAS.

En raison des critiques croissantes des PAS dans les années 90, le FMI et la BM ont assoupli les conditionnalités et introduit un allégement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Les PAS ont été remplacés par des Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) comme condition des prêts. Les DSRP étaient essentiellement des PAS mais avec un élément de "consentement", donnant aux pays l'illusion de s'approprier des programmes pour réduire la pauvreté et promouvoir la croissance, les mêmes politiques qui avaient été avancées par les PAS.



Les PAS et les DSRP ne tenaient pas compte du genre; ce qui persiste à ce jour dans les programmes du FMI, comme avec la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Les PAS, les DSRP et d'autres politiques d'austérité néolibérales, qui faisaient écho à l'appel à la réglementation, à la privatisation et à la libéralisation afin de parvenir à la stabilisation et à la croissance économique, ont été présentés comme les seules politiques macroéconomiques "solides" et la seule voie légitime pour sortir de la pauvreté.

Les économistes féministes critiquent cela et affirment que le fardeau des ajustements structurels pèse sur certains groupes, en particulier les groupes à faible revenu; les femmes et d'autres groupes marginalisés. Ce qui entraîne la perpétuation de la pauvreté et des inégalités.

Les préjudices de la Politique Macroéconomique Néolibérale

Aurea a présenté aux participants les trois biais qui sous-tendent la réflexion et la formulation des politiques macroéconomiques néolibérales.

- 1. Le préjudice déflationniste: l'inflation est maintenue à un niveau bas, de sorte que le rendement des actifs peut être élevé, s'en suivent des pertes d'emplois à cause d'une incapacité à faire face à la récession.
 - a. Les femmes du secteur formel ont tendance à perdre leur emploi plus rapidement que les hommes, car elles occupent souvent des postes plus faciles à licencier et ont moins accès aux filets de sécurité sociale. Ces femmes s'entassent dans le secteur informel, y faisant baisser les revenus.
 - b. Les femmes assument de plus grandes responsabilités pour protéger leur famille des effets négatifs.
- 2. Le préjudice de la marchandisation: soumettant tout à la logique du marché; tout est privatisé, y compris les retraites, les régimes de soins de santé, les maisons de retraite, les maisons, les écoles, sur la base de la logique erronée que tout ce qui est public est inefficace et de mauvaise qualité. Ce qui entraîne:
 - a. Une réduction drastique des droits fondés sur l'État, baisse drastique de l'accès ainsi que de la qualité (en raison de facteurs discriminatoires, les gens y vont quand il est trop tard ou quand c'est absolument nécessaire).
 - b. Les femmes fournissent de manière disproportionnée des soins non rémunérés sur lesquels repose la reproduction sociale.
 - c. En période de crise, les femmes sont susceptibles d'agir comme des 'pourvoyeurs de dernier recours'.
 - d. Même en période de prospérité économique, les inégalités persistent, les femmes étant maintenues dans des emplois précaires et mal rémunérés



3. Le préjugé selon lequel l'homme est le soutien de famille: les femmes de couleur et les femmes noires en particulier ont toujours travaillé à l'extérieur de la maison, elles travaillaient la terre. Ce préjugé suppose que le revenu des femmes est secondaire et non comme celui qui assure la survie du foyer. Bénéficier des prestations sociales dépend des notions traditionnelles de groupes, celles qui ne font pas partie de ces notions sont souvent privées de leurs droits et exclues.

Les préjudices se renforcent mutuellement. Lorsque les budgets sont coupés, la privatisation est encouragée pour répondre aux obligations de l'État. Ainsi, le cercle vicieux se perpétue. Les politiques sociales sont soumises à des politiques financières, souvent en considération de ce qui reste. En Angola, par exemple, plus de 50 % du budget est consacré au paiement de la dette extérieure. Sur le reste, 6 % vont à l'éducation et 7 % à la santé.

De plus, les coûts cachés de la déflation et de la marchandisation ne sont pas visibles dans les mesures macroéconomiques, et en particulier dans le PIB qui est la base de l'élaboration des politiques. Les gains d'efficacité supposés avoir résulté des PAS ne tiennent pas compte des activités économiques non rémunérées.

Les participants se sont regroupés après cette session pour discuter de l'impact des PAS dans leurs pays respectifs. Les histoires étaient à peu près les mêmes: privatisation des biens et services publics, diminution des dépenses publiques, libéralisation des marchés et du commerce, déréglementation, exploitation accrue, travailleurs surmenés et sous-payés, effondrement d'industries florissantes, accès réduit aux services sociaux de base.

C'est trop pareil. C'est trop souvent la même chose. Nos pays ont eu des problèmes similaires, des impacts similaires même si les pays ont des conditions très spécifiques. Si les problèmes sont communs, les solutions doivent également être communes.

- Aurea

DU JOUR 2



Introduction à l'économie Politique du Développement de l'Afrique

Session animée par Briggs Bomba

La deuxième journée a commencé par une minute de silence après l'annonce d'attentats à la bombe à Kampala, ainsi que par les regrets des troubles en Éthiopie et ailleurs sur le continent. Avant le début de la session, les participants ont été mis au défi de présenter leurs collègues afin de s'assurer qu'ils se

QUE VOULONS-NOUS?
Liberté. Égalité.
Justice. Paix.
Aimer!



Briggs a commencé la journée avec ce refrain de questions-réponses. Il nous a rappelé les paroles d'Issa - notre tâche n'est pas de donner un bilan intellectuel où nous présentons les choses de manière neutre - si nous voulons les choses que nous disons vouloir - la liberté, l'égalité, la paix, la justice, l'amour - nous devons nécessairement nous pencher sur ces sujets spécifiques.

La reproduction d'idées qui visent à faire avancer le statu quo se fait de la manière la plus subtile; à travers

Alors que nous nous réunissons ici, je suis convaincu que nous sommes orientés vers ces choses vers l'amour, vers la paix, vers la liberté...
- Briggs Bomba

la socialisation, à travers le tout premier dessin animé que vous regardez, la première bande dessinée que vous lisez, à travers l'enseignement primaire et supérieur. L'éducation n'est pas un processus innocent.

Pour que nous puissions développer un sens durable des questions avec lesquels nous nous engageons: le service public, l'amour, l'équité, la liberté, nous devons être enracinés. Briggs nous a rappelé les mots de Marx: "Les hommes et les femmes font l'histoire, mais sur la base du canevas que l'histoire a fait pour eux.". Ceci est important étant donné que nous avons affaire à un continent avec des histoires très particulières. Nous devons

être enracinés localement avant d'aller vers l'internationalisation.

Nous

ne parlerions

pas d'inégalité si l'égalité était

la norme. Nous ne parlerions pas

d'amour si la haine n'était pas une réalité.

Nous ne parlerions pas d'antiracisme si le racisme

ne nous avait pas été imposé. Nous ne parlerions pas

d'africanité si notre africanité n'était pas niée et

dégradée.

- Briggs Bomba

Les participants ont été invités à discuter des concepts suivants dans leurs groupes: l'économie politique, la politique, la gouvernance, pouvoir. Les réponses comprenaient respectivement: l'interaction de la politique et de l'économie remettant en cause l'idée de rareté et se concentrant plutôt sur la gestion de la cupidité, l'exercice du pouvoir pour organiser la société, la contestation entre divers intérêts. Les participants ont également évoqué l'importance de comprendre les facteurs structurels qui déterminent l'économie politique, qui façonnent la politique et la gouvernance d'un espace géographique, ainsi que la manière dont le pouvoir s'exerce. D'autres facteurs incluent les règlements formels et informels qui régissent les comportements, les récompenses et les punitions, les intérêts variés, ainsi que la façon dont les choses se déroulent dans le processus de changement.

Trajectoire Historique

En mettant l'accent sur l'importance de la compréhension de la trajectoire historique de l'Afrique, l'AFMA a été le moment de discuter des principaux événements mondiaux qui ont façonné les politiques et les pratiques d'aujourd'hui. Ces événements comprennent l'esclavage, la colonisation et l'apartheid, les mouvements d'indépendance et de libération, la période postindépendance, la

guerre froide, la récession mondiale, le néolibéralisme/ le Consensus de Washington et les PAS.

La période de sous-développement: elle comprend l'esclavage, le colonialisme et l'apartheid et est caractérisée par l'extraction de ressources et de richesses – y compris des êtres humains, des minéraux, des terres, des matériaux et des artefacts. Les institutions et les économies existantes ont été perturbées, les populations séparées par des frontières artificielles.

Le développement qui a eu lieu dans les années 60 et 70 s'est déroulé dans un contexte de soulèvements populaires et de luttes de libération, de mouvements d'indépendance et de transitions postindépendance. Cette période a vu une exacerbation des conflits ethniques/tribaux, tandis qu'en même temps s'opère une montée du panafricanisme et une amplification de la lutte pour la liberté sociale, culturelle, économique et politique. Cette période a également vu l'ascension de l'État, les processus de nationalisation ainsi que la planification du développement national.

L'orthodoxie dominante du néolibéralisme dans les années 80 et 90 était caractérisée par l'imposition de PAS, qui comprenaient la privatisation, la conversion des terres communautaires en terres privées, l'accaparement des terres, la capture des entreprises, l'accès limité aux services publics. Les PAS ont éloigné l'État des politiques en faveur des pauvres et de l'accès universel à l'eau, à la santé et à l'éducation, promouvant la théorie de la retombée. Les PAS ont également entraîné un passage de l'État au marché. Dans le même temps, des mouvements féministes ont commencé à émerger et les mouvements d'annulation de la dette ont gagné du terrain.

Les politiques adoptées en cette période-là ont un impact encore d'aujourd'hui. L'espace fiscal est entravé par le service de la dette, par exemple, plus de 50 % du budget de la Zambie est consacré au paiement des dettes. La réduction du financement des services publics signifie qu'une plus grande charge de soins non rémunérés incombe aux femmes et aux filles et aux membres les plus marginalisés de la société. La forte dépendance visàvis du secteur privé pour les services publics a entraîné un rétrécissement de l'accès et une augmentation des prix de ces services.

Quelques réflexions de la salle...



Dans les pays du Nord, les services publics n'ont pas été gérés par le secteur privé, il n'y a même pas eu de partenariat public-privé (PPP). Elle a plutôt été conduite par l'État. Il y a une contradiction grandiose pourquoi attend-on de nous un État faible, croire en la main invisible du marché pour résoudre nos problèmes? Les pays du Nord ont des États forts qui prennent en charge ces choses.



Au Mali, notre riz et notre coton sont vendus ailleurs. Leur production ne sert pas la population, plutôt nous fournissons plutôt les ressources pour le développement d'autres pays. Les services publics sont faiblement financés. Les riches vont à l'étranger ou dans des établissements privés pour se faire soigner. Comment vont faire ceux qui n'ont pas les moyens d'aller à l'étranger?

- Mariam Modibo Tandina



La déduction des dépenses publiques, y compris dans les universités, s'est accompagnée du fait que la BM a dépensé des millions de dollars pour mettre en place des groupes de réflexion dans les établissements universitaires faisant une réflexion alignée sur leurs politiques. Cela a été une stratégie percutante dont nous voyons l'effet aujourd'hui.

- Wangari Kinoti

Briggs a ajouté que les politiques économiques dominantes, c'est-à-dire les politiques agricoles orientées vers l'exportation, remontent à l'ère coloniale, où nous étions obligés de cultiver des choses qui n'étaient pas destinées à nous nourrir, mais plutôt à nourrir les désirs de la métropole. Le commerce des ressources minérales était et continue d'être défini par la relation d'exploitation: les pays développés continuent de fixer les prix de nos minéraux sur les marchés internationaux, ainsi que le prix du transport de nos minéraux. Ceci est le sort d'un continent qui consomme ce qu'il ne produit pas et produit ce qu'il ne consomme pas.



La privatisation du secteur minier a fait que les investisseurs étrangers obtiennent des concessions à des prix très bas tandis que les entreprises publiques ont fait faillite.



Briggs a rappelé à l'AFMA 2021 qu'il existe également une histoire de progrès réels où la résistance a porté ses fruits et que nous devons nous rappeler le pouvoir que nous avons et l'exploiter pour les choses que nous désirons: la paix, la liberté, la justice et l'amour.

Mieux faire avancer les choses; Remettre en question les orthodoxies dans la pensée économique

Session animée par Ebrima Sall

Ebrima a commencé en rappelant ces paroles d'Amilcar Cabral: "nous devons penser avec nos propres têtes, dans nos propres réalités". Nous devons regarder le monde d'où nous sommes. Dans cette optique, comment remettre en cause les orthodoxies omniprésentes? La pensée globale est fortement influencée par la pensée européenne. Elle est donc fortement euro centrique. Cela est évident dans nos réalités quotidiennes telles que la façon dont nous mesurons le temps (Greenwich Mean Time, GMT) avec Greenwich, qui se trouve dans un pays du Nord, comme point de repère pour définir le temps à travers le globe terrestre. Aussi, nous délimitons les périodes de temps (coloniales, postcoloniales), malgré notre existence depuis bien avant le colonialisme.

De même, le développement et le sous-développement se sont fortement inspirés de l'expérience européenne. L'Afrique précoloniale ne s'inquiétait pas du sous-développement. Pensez à Mansa Musa, souverain du Mali qui, lors de son pèlerinage à La Mecque, a amené et distribué tellement d'or qu'à son arrivée au Caire, le prix de l'or s'est effondré pendant les douze années suivantes! Ce n'était pas un phénomène isolé, les bibliothèques de Tombouctou témoignaient d'une vie intellectuelle vibrante, couplée à la prospérité. Le plus ancien établissement d'enseignement supérieur du monde, al Qarawiyyin, a été fondé en 895 au Maroc par Fatima al Fahri, bien avant l'université de Bologne en 1088.

Lecture recommandée: Walter Rodney, Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique





Le modèle de développement dominant n'a pas été durable. Cela a conduit à la crise climatique, à la pauvreté dans de nombreuses régions du monde, à l'épuisement des ressources, à l'inégalité entre les sexes, les classes, les ethnies, les races et à une forte concentration de la richesse dans quelques mains (les 1 % de la population mondiale) et des relations biaisées entre le Nord et le Sud entre autres. Il y a eu des tentatives pour réformer cela, avec des appels à un nouvel ordre mondial de plus en plus forts.

Nous avons la plus grande population de jeunes au monde, deux fois la taille de la population européenne. Comment obtenir des emplois pour tous? Bien que le secteur informel soit énorme, il n'offre souvent pas des conditions de travail décentes, un salaire décent, une stabilité, est exploiteur et incertain.

L'Afrique a été intégrée dans l'économie mondiale, ce n'est pas le problème. Cependant notre mode d'intégration dans l'économie mondiale est problématique, nos matières premières de faible valeur revenant sous forme de produits manufacturés. L'échange est inégal et le pouvoir est grossièrement déséquilibré.

La COVID a entraîné une série de perturbations négatives, paralysant le monde. Mettant en danger des vies et des moyens de subsistance, la pandémie a eu des effets dévastateurs sur les plus pauvres et les plus marginalisés. L'impact a été indéniablement genré. Ce fut une crise qui a révélé et continue de révéler les failles de la société, et qui a reproduit, exacerbé et produit de nouvelles inégalités. Elle a affecté l'offre et la demande, perturbé les chaînes d'approvisionnement, provoqué l'effondrement de certaines industries. Les effets se font toujours sentir et l'incertitude demeure élevée.

What
would Africa build back to, if
Africa had to build back? If systems were
problematic, in shambles why would we want
to build back to pre-Covid conditions?
- Ebrima Sall

Arundhati Roy affirme que la pandémie est un portail, un moment où l'humanité doit décider si elle doit aller de l'avant et prendre des décisions sur ce qu'elle doit emporter et ce qu'elle doit laisser derrière elle. Concernant nos modèles de développement, comment s'organisent nos économies? Comment s'organisent nos sociétés? De quoi voulons-nous en finir? Historiquement, les pandémies ont

entraîné des changements majeurs dans la société.

Cinquante ans avant la Magna Carta, Sunyata Keita, qui avait mené le combat pour mettre fin à l'esclavage et est devenue empereur du Mali, a adopté la Charte du Mande dans les années 1200. La Charte affirmait le caractère sacré de la vie humaine, les droits des femmes, le droit à l'éducation, la sécurité alimentaire et l'expression de soi. La Charte était très respectueuse de la nature et des animaux et comprenait que les deux étaient interdépendants. Nous devons, comme le rappelle Cheikh Anta Diop, renouer avec notre héritage.

Contester les Orthodoxies dans la pensée économique

Afin de relever les défis auxquels nous sommes confrontés, nous devons comprendre et remettre en question les orthodoxies économiques dominantes, développer de nouvelles formes de pensée économique et renforcer le pouvoir derrière celles-ci.

- Ebrima Sall

Le Consensus de Washington a poussé à la marchandisation de tout: les biens communs, la connaissance, le corps humain, l'air. Il en a résulté une aggravation des inégalités, un endettement élevé et des flux financiers illicites (FFI).

L'Afrique est confrontée à des défis économiques majeurs; 39 des pays les plus pauvres du monde se trouvent sur le continent, ainsi que cinq des sociétés les plus inégalitaires. Ceci est le résultat de la dépossession, de l'exploitation et du colonialisme systématiques, mais aussi le résultat de choix politiques (importés ou choisis) de nos dirigeants et de nos pays.

Des alternatives sont explorées par des économistes féministes et d'autres. Ebrima nous a rappelé Felwine Sarr qui affirme que la notion de rattrapage est un non-sens, nous sommes pas assez performants par rapport à ce dont nous sommes capables. Non pas par rapport aux autres, mais à nous-mêmes. La solution de l'humanité est d'être d'une nature humaine supérieure, une nouvelle forme d'humanisme respectueux les uns des autres, de la terre, des êtres vivants. Nous devons être à la hauteur de notre potentiel. Que fait-on pour y arriver? C'est là que devrait être notre préoccupation, plutôt que de nous soucier des classements. Ceci est encore affirmé par l'intellectuel et humaniste burkinabé qui a soutenu que le développement



n'est pas quelque chose que l'on achète sur le marché, c'est plutôt dans la tête des gens, les gens doivent se développer eux-mêmes. Samir Amin a également soutenu que le développement construit une nouvelle civilisation.

Les participants de l'AFMA 2021 se sont mis à chanter, graduellement de plus en plus fort, menés par Memory Kachambwa,

lo bo	The state of the s
•	ouvoir au peuple
	e que le peuple détient le pouvoir
Dites	-moi, pouvez-vous l'entendre
Deve	nir plus fort d'heure en heure
Le po	ouvoir aux femmes
	e que les femmes ont détiennent le pouvoir
Dites	-moi, pouvez-vous les entendre
Dovo	nir plus fort d'heure en heure

La Campagne 'Stop the Bleeding'

Le jour 2 s'est terminé par une courte conversation autour de la campagne 'Stop the Bleeding'.

"L'Afrique est riche, mais son peuple est pauvre"

Paroles de la vidéo de la campagne 'Stop the Bleeding'

La dépendance des économies africaines vis-à-vis de l'extraction des ressources naturelles rend les pays africains particulièrement vulnérables aux FFI. En amoindrissant la mobilisation des ressources nationales, les fuites financières illicites créent une dépendance aux ressources extérieures. Ce qui menace la souveraineté des pays et crée une vulnérabilité aux conditionnalités injustes liées à l'aide au développement et aux prêts étrangers. Les fuites financières illicites du continent ont atteint jusqu'à 1 400 milliards de dollars sur 3 décennies. L'activité commerciale des entreprises se démarque particulièrement comme le plus grand responsable; représentant jusqu'à 65% de toutes les fuites illicites. Les flux financiers illicites ne sont que le symptôme d'un problème structurel beaucoup plus important de relations économiques et de pouvoir injustes entre l'Afrique et le monde développé qui a historiquement appauvri l'Afrique et enrichi l'Occident. C'est ainsi que notre campagne a évolué du ciblage des FFI à la résolution de goulots d'étranglement plus larges autour du financement du développement pour l'Afrique.²

Un certain nombre d'organisations africaines, dont Trust Africa, FEMNET, PALU, Tax Justice Network - Africa et NAWI se sont réunies pour la campagne "Stop the Bleeding". Celle-ci vise à attirer davantage l'attention sur les FFI et à appeler à une plus grande responsabilité. Au-delà du renforcement des capacités de nos collecteurs d'impôts et parlementaires, ce travail requiert une volonté politique, la mise en place de nouvelles politiques et de nouveaux systèmes. Ce n'est pas par hasard que quelqu'un en profite et que quelqu'un d'autre perd. La campagne cherche à s'appuyer sur la résurgence de la collaboration panafricaine et à mobiliser les citoyens africains pour qu'ils s'engagent dans les conversations et les mouvements autour de la lutte contre les flux financiers illicites et appellent à des systèmes justes. En 2022 la campagne 'Stop the Bleeding' se concentrera sur la dette.

²Text taken from Stop the Bleeding – Campaign to end illicit Financial Flows (stopthebleedingafrica.org)

DU JOUR 3

Le Financement et les Prestations des Services Publics et Aperçu des Cadres de Politiques Macroéconomiques Alternatifs

Par Aurea

Nous pouvons collectivement imaginer et travailler vers un avenir féministe, centré sur l'offre sociale, les soins et le bien-être, y compris le bien-être écologique. L'État est essentiel, en tant qu'organisme de réglementation, en tant que fournisseur, garant et égaliseur. Centrer l'État, c'est aussi affirmer qu'il est possible d'avoir des services publics efficaces et de qualité. Il est possible de garantir une vie décente pour tous en tant que bien public, en respectant la dignité comme droit fondamental, plutôt que comme privilège.

Aurea a présenté aux participants les propositions féministes de l'AWID pour une économie juste, entre

autres: la reconquête des biens communs, travailler à établir notre relation avec la terre comme une relation de respect et de réciprocité, affirmer notre souveraineté pour décider de ce que nous mangeons, construire des connaissances communautaires pour rendre possible des avenirs justes ancrés dans des expériences vécues, remettre en cause les orthodoxies de la croissance et proposer un cadre alternatif pour la gouvernance économique.

Il n'y a pas d'alternative qui réponde à tous nos problèmes, des alternatives doivent plutôt émerger des réalités vécues par les gens.

Les alternatives de politique budgétaire comprennent l'augmentation des investissements publics, la garantie de politiques de transfert de revenus et la fourniture de services publics



de qualité qui garantissent les droits sociaux, plutôt que l'efficacité. La justice fiscale doit être poursuivie avec la mise en œuvre d'une fiscalité progressive dans le système, en bouchant les échappatoires qui permettent l'évasion et la fraude. Ceci est d'autant plus important étant donné que le rapport 2021 sur l'état de la justice fiscale a confirmé que plus de 483 milliards de dollars sont perdus chaque année en raison de l'évasion fiscale.

Concernant la politique monétaire et commerciale, Aurea a soulevé un certain nombre de questions:



Lorsque les IFI insistent sur la responsabilité et l'indépendance des institutions étatiques telles que la Banque Centrale, à qui rendent-elles compte? De qui sont-elles indépendantes? Cela empêche-t-il les gens de pouvoir influencer un organe clé? Quand le commerce est libéralisé, quels intérêts sont défendus? La gouvernance économique doit être reconquise. La politique commerciale ne doit pas être fondée sur des notions arbitraires d'efficacité mais plutôt sur la solidarité et la justice.

La pensée et l'analyse macroéconomiques féministes africaines ont contribué à faire avancer ce programme. Des collectifs comme NAWI assemblent ces connaissances dans un portail ou sont compilées les recherches sur les alternatives. Nous devons continuer à rechercher des connaissances et des idées pour continuer à affiner nos idées d'alternatives.

Reconquérir notre Pouvoir Collectif, nos Droits et notre Dignité: Dé-marchandiser la Survie

Wangari Kinoti

A quoi sert la révolution si vous ne savez pas danser? Wangari a commencé sa session avec "Here Comes Trouble" de Chronixx. Les participants se sont déchainés sur la chanson, à tel point qu'un homme passant devant les fenêtres ouvertes a gardé les yeux rivés sur une salle pleine de femmes africaines jouant du reggae.

Wangari a demandé aux participants de réfléchir aux termes clés suivants: soins, contrat social, biens publics et garantie sociale. Les mots qui sont venus à l'esprit pour le terme "soins" comprenaient la compassion,



l'amour, la gentillesse et l'Ubuntu. Les soins soutiennent les ménages, les communautés, les économies et la planète. Sans soins, nous serions en dysfonctionnement complet. Le contrat social fut considéré comme un accord écrit, implicite ou autre entre les gouvernés et les gouvernants, qui définit les devoirs et les droits de chacun. Les biens publics sont produits par les gouvernements ou d'autres agents du secteur public et créés par choix collectif. Ils sont payés collectivement et comprennent des produits, des services, des avantages, des normes et des droits. La garantie sociale affirme les droits de tous aux besoins essentiels de la vie, y compris l'air, l'eau, la santé, le logement, la nourriture, l'éducation et la santé, ainsi qu'un salaire décent. C'est une assurance que le contrat social sera respecté.

Afin de construire une économie de soins, nous devons reconnaître ce qui suit:

- Les soins et le bien-être sont essentiels pour soutenir les économies et doivent être valorisés et redistribués
- La division sociale des soins est sexuée, inéquitable, racialisée et se fait sur la base des classes sociales.
- Les soins payés sont souvent sous-payés et dévalorisés, et donc pas adéquatement rémunérés.
- Les soins sont souvent effectués par des femmes de couleur pauvres, marginalisées, exclues.
- Une économie de soins comprend la prise en charge des personnes (enfants, personnes âgées, malades) mais également la prise en charge de l'environnement et des écosystèmes. Ceci souvent assuré par les femmes et les peuples autochtones qui en dépendent et en sont les gardiens mais sont rarement reconnus et valorisés.
- Le contrat social doit être rétabli et d'énormes investissements doivent être faits dans les infrastructures publiques de soins et les emplois.
- Il doit y avoir un passage de la mesure de l'activité économique humaine par l'efficacité et la productivité à celle par le bien-être social et écologique.

Les nantis ne feront pas le travail de soins, ils chercheront les démunis pour le faire. - Wilson

Les socialismes africains affirment le besoin de collaboration, de dialogue, de solidarité. Ils rejettent les notions de valeurs néolibérales, patriarcales et capitalistes de concurrence, de domination et de hiérarchie. Ils remettent en question le clivage artificiel entre le personnel et le politique et revendiquent les

L'honnêteté, la générosité, la justice, la tempérance, le courage, ce sont les cinq valeurs éthiques des Kikuyu. Imaginez ce qui se passerait si nous modelions nos économies autour d'elles?

- Crystal

notions d'Ubuntu et d'Ujamaa, l'idée de notre interdépendance.



Se Libérer de nos Chaînes

Session animée par Wangari Kinoti

Wangari a fait explorer participants le complexe de l'échec africain, le culte de l'austérité et le mensonge de la privatisation..

Le complexe de l'échec Africain: voir et traiter l'Afrique comme un "continent sans espoir", plein d'incompétence, de corruption et de malheureux. TIA comme expression de tout ce qui ne va pas, comme si l'échec et la pauvreté étaient endémiques en Afrique.



Nous devons reconnaître nos problèmes, comprendre notre histoire et apprendre de nos erreurs, éviter de chercher des boucs émissaires, mais aussi avoir une compréhension saine de l'interaction entre les facteurs internes et externes, les systèmes mondiaux d'oppression et d'iniquité, et les transferts de richesse, de ressources naturelles et de main d'œuvre des pays du Sud vers les pays du Nord. Nous devons parler de nous-mêmes avec amour et espoir, et changer notre perception de nous-mêmes, de notre peuple et de notre terre.

Le culte de l'austérité: les appels à l'austérité se traduisent par des coupes dans le financement public, un secteur public restreint, une privatisation généralisée, une déréglementation et l'emprise des entreprises. L'austérité affaiblit l'État en le forçant à faire moins quand il doit faire plus. L'austérité transfère le travail et les coûts aux femmes, en particulier aux plus pauvres d'entre elles. Le travail non rémunéré et souspayé des femmes supportent les charges de l'État. Les femmes sont la "plus grande armée de réserve de main-d'œuvre".

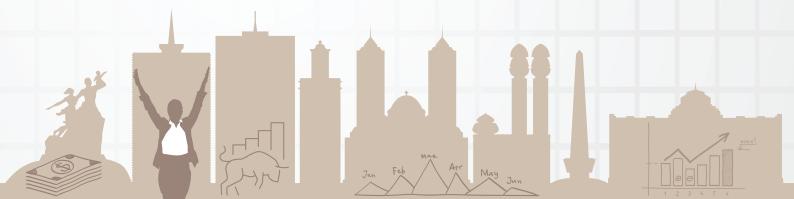
Le grand mensonge de la privatisation: les PPP sont le plus souvent complexes et non transparents. Ils sont motivés par des intérêts commerciaux et font fie aux besoins et aux priorités des citoyens. Tous les risques et pertes tombent sur les deniers publics, tandis que les profits vont au privé. Les PPP sont plus chers que les investissements gouvernementaux traditionnels et sont conçus de la même façon. Ils ont un impact direct sur les moyens de subsistance des femmes, par exemple les mégaprojets d'infrastructure entraînent des déplacements de populations, la perte d'accès à la terre et aux ressources naturelles, ce qui a un impact considérable sur la production alimentaire et la santé.



Ils se sont souvenus de et ont rendu hommage à Berta Caseras, une militante écologiste et leader indigène qui a été tuée dans sa maison au Honduras, pour son travail de résistance à l'endiguement d'une rivière. Elle a été assassinée parce qu'elle combattait d'énormes intérêts commerciaux. Grâce aux efforts de Berta et d'autres militants et membres de la communauté, la construction du barrage d'Agua Zarca a été interrompue. Le travail contre ces pouvoirs est souvent une question de vie ou de mort.

La privatisation entraîne une pression économique sur les plus marginalisés en raison des paiements directs, une baisse globale de la qualité des services car les utilisateurs sont segmentés en fonction de leur capacité à payer, normalisant ainsi une mauvaise prestation de services. En Sierra Leone, les soins de santé gratuits sont surnommés "mourir de la gratuité des services de santé". Ceux qui en ont les moyens, évitent les soins de santé gratuits parce qu'ils ne veulent pas mourir.

Les PPP sont motivés par les bénéfices des entreprises. Ils sont donc antithétiques à la notion de biens publics. La privatisation sous toutes ses formes équivaut à une marchandisation des droits de l'homme et



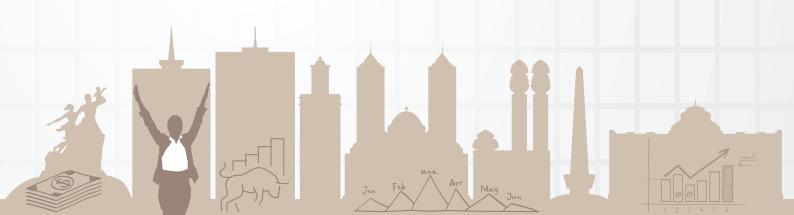
de la vie; ce qui constitue une violation flagrante des droits de l'homme. Nous ne pouvons pas parler de respect des droits de l'homme s'ils sont payants.

Une parenthèse sur le cas de la Chine Une conversation chargée d'émotion sur

l'impact de la présence chinoise en Afrique s'est ouvert entre les participants. La plupart ont du mal à exprimer leurs frustrations, notant que si nous manquons les paiements, ils prendront nos ressources. Un participant a dit: Peut-être même qu'un jour, nous nous céderons parce que nous ne pouvons pas rembourser nos nous nous céderons parce que nous ne pouvons pas rembourser nos dettes. Cate Duru a ajouté à cela, en partageant les plaisanteries dans les rues nigérianes sur le sujet: "Un jour, vous marcherez dans les rues et une voiture viendra à vous et s'arrêtera et vous demandera de monter. Vous leur demanderez ce que vous avez fait-et ils vous diront: Ah, vos gens vous ont vendu depuis.

Crystal a exhorté les participants à ne pas se laisser entraîner dans la bataille idéologique entre l'Est et l'Ouest, car c'est le même modèle seulement avec une politique différente. Nous voyons la même oppression avec des questions d'extraction. Nous devons le reconnaître; que ce soit de la BM avec leurs conditionnalités ou de l'Est avec leurs propres conditionnalités, nous devons rejeter tout ce qui ne nous sert pas.

Lecture recommandée à propos d'un cas de PPP au Kenya: un programme de sept ans visant à fournir des équipements de santé spécialisés à 98 hôpitaux à travers le pays qui impliquait cinq sociétés mondiales avec un cout global de 432 millions de dollars. Cet argent qui aurait pu être investi dans les services de santé communautaires. Il aurait eu ainsi un plus grand potentiel d'impact pour améliorer les résultats de santé et assurer l'accès à la santé pour tous.



Le travail des femmes (rémunéré, sous-payé et non rémunéré), le travail décent, leur intégrité physique et des services publics qui tiennent compte des conditions spé ciques de chaque sexe

Session animée par Wangari Kinoti

Le coût estimé du travail non rémunéré est de 10,8 milliards de dollars, soit trois fois la taille de l'industrie technologique. Le travail non rémunéré est invisible et tenu pour acquis. Les femmes passaient 3,5 fois plus de temps aux travaux domestiques que les hommes avant la pandémie, avec des preuves accablantes d'une augmentation des charges de travail non rémunérées (cuisine, nettoyage, désinfection, soins aux malades, garde d'enfants, éducation) dans le monde en raison de la COVID (2-4 heures de plus par jour). Quatre-vingt-dix pour cent des jeunes femmes interrogées par Action Aid dans une étude ont déclaré que l'accès aux services sociaux de base avait été perturbé.

Les modèles économiques actuels ne valorisent pas le travail de soins et ne reconnaissent pas le droit humain aux soins, mais ils bénéficient d'une main-d'œuvre gratuite ou bon marché avec peu ou pas de réglementation.

La chaîne de soins est tout un continuum, qui s'étend du ménage à la société/l'approvisionnement public. Les féministes affirment que nous devons:

Reconnaître les soins comme un droit humain et sa valeur sociale et économique.

Récompenser et/ou rémunérer le travail de soins par un salaire égal pour un travail de valeur égale, des retraites décentes, des conditions de travail dignes et une protection sociale complète.

Réduire le fardeau des soins non rémunérés pour les femmes.

Redistribuer le travail de soins au sein des ménages et entre les ménages et l'État.



Les travailleurs domestiques en Afrique du Sud sont protégés par la loi sur les travailleurs domestiques, qui fixe également un salaire minimum. Les employeurs sont tenus d'enregistrer leurs travailleurs domestiques et de cotiser à leur caisse d'assurance-chômage. Les travailleuses domestiques ont également droit à quatre mois de congé de maternité non rémunéré et à six semaines de congé de maladie sur une période de trois ans.



Rétablir le caractère public des services de soins en redonnant à l'État l'obligation de services de soins publics et en mobilisant des financements grâce à une fiscalité juste et progressive.

Aspirons-nous à des garderies pour les femmes rurales ou celles qui occupent des emplois à faible revenu?

Comment reconnaître les soins émotionnels/psychologiques, afin de commencer à les réduire et à les redistribuer?

Les questions ci-dessus ont été posées pour une réflexion.

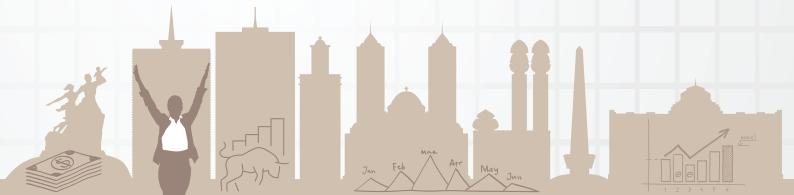
Les soins sont au cœur des décisions que les femmes prennent au sujet de leur vie. Le soin est une responsabilité sociale, plus que productive, elle est émotionnelle. Il faut le reconnaître comme un facilitateur de bien-être collectif. Les soins devraient être reconnus en dehors de leur valeur monétaire, comme quelque chose qui soutient la vie et la tradition d'une génération à l'autre.

Les participants ont travaillé en groupes pour identifier des exemples pratiques des cinq R. Les suggestions

L'AFMA 2021 a pris un moment pour reconnaître et célébrer Monica Yator, une participante de l'AFMA 2021, qui a remporté le premier prix de l'agroécologie de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) dans la catégorie dirigée par des femmes pour son travail dans la réforme des systèmes alimentaires. Des cris et des acclamations ont éclaté en son honneur, alors que les s?urs la célébraient.

comprenaient: étendre les dispositions pour le travail de soins dans les lois et la législation du travail existantes, renforcer les mécanismes de protection sociale, subventionner les soins de santé pour les femmes démunies, réviser les conditions de travail des travailleurs sociaux, renforcer les droits au congé de paternité, augmenter les investissements dans les services publics, les infrastructures et la technologie d'assistance au travail ménager et l'évolution des normes de genre.

La troisième journée de l'AFMA 2021 s'est terminée par une soirée cinéma, avec la projection de 'Softie', l'histoire d'un militant kenyan, Boniface Mwangi et de sa famille dans son parcours pour se présenter aux élections kenyanes de 2018, dans un contexte de corruption et de menaces alors qu'il défie le statu quo. Une discussion a suivi le film, rappelant une question qui avait été posée plus tôt dans la journée sur les soins émotionnels, le travail que sa femme Njeri a dû supporter et comment cela a été pris en compte (ou pas) dans l'histoire.



DU JOUR 4 Les Services Publics



Wangari Kinoti

Un programme de service public inclut la protection des travailleurs du service public, l'objectif étant de construire un secteur public responsabilisé et responsable. Si nous voulons valoriser les soins et le service public, nous devons valoriser le secteur public et ses travailleurs. Les emplois dans le secteur public sont essentiels pour accroître l'emploi et le travail décent. Entre 2009 et 2015, ils constituaient 1/3 des emplois en Afrique.



La division du travail entre les sexes se poursuit dans le secteur des soins; les femmes représentant environ 70 % des travailleurs de première ligne des soins de santé et des services sociaux. Bien que surreprésentées, elles ont tendance à être sous-payées et à fonctionner dans des conditions précaires. La Convention 190 de l'Organisation internationale du travail (OIT) traite de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, ce qui est important pour la conversation sur le service public, en particulier en termes de transports publics - comment les travailleurs se rendent au travail et en reviennent. La violence et le harcèlement sont liés à la déréglementation et à l'austérité qui se traduisent par des restructurations, un personnel insuffisant, une charge de travail excessive, des contrats atypiques, un manque de sécurité adéquate et des réductions de la masse salariale.

Financement Public: Fiscalité Progressive

The most sustainable way to raise public funding for public services is through progressive taxation. Attention must be paid equally to how money is raised and how it is spent.

Lectures recommandées:

- Encadrer la fiscalité féministe: faire en sorte que les impôts profitent aux femmes
- Réaliser les droits des femmes: rôle de la dette publique en Afrique





























L'impôt peut être utilisé pour redistribuer le pouvoir et les ressources et aider à éliminer les inégalités entre les sexes entre autres. Une fiscalité progressive signifie que ceux qui ont des revenus plus élevés paient plus d'impôts et que la charge fiscale passe de la consommation aux impôts sur la fortune et la propriété. Les femmes des ménages à faible revenu dépensent une grande partie de leur revenu en taxes à la consommation lorsqu'elles achètent de la nourriture et des produits de base.

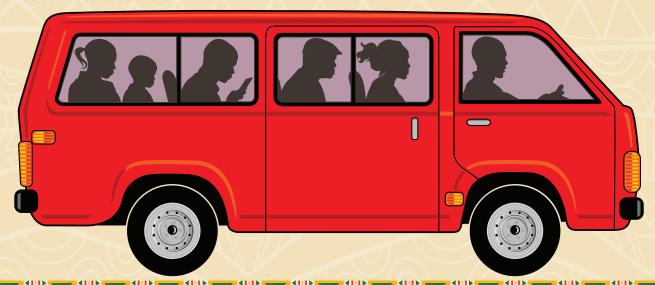
Les niveaux de surendettement en Afrique sont élevés. Toutes les dettes ne sont pas mauvaises, cela dépend de la raison pour laquelle les gouvernements empruntent et à quoi ressemblent les prêts. Les crises de la dette ont une incidence directe sur la capacité du gouvernement à fournir des services publics. Lorsque les États réduisent les dépenses sociales, imposent des politiques d'austérité et privent les gens des biens communs, le fardeau est porté par les femmes. Les femmes supporte un enorme fardeau de la responsabilité de l'État, elles sont à la fois emprunteuses (en tant que citoyennes et contribuables) et prêteuses (par leur travail et leur frais).

Les femmes et les filles passent un temps incroyable à s'approvisionner en eau. L'accès à **l'eau et à l'assainissement** est inextricablement lié au droit à un niveau de vie acceptable, au droit à la santé et au droit à la vie. L'eau est fondamentale pour la survie humaine et affecte une série de droits et de libertés à la fois au sein et au-delà des ménages.

L'eau, c'est la santé, le bonheur et le bien-être.

L'accès à l'eau améliore la fréquentation scolaire, les performances, maintient la santé sexuelle et reproductive et réduit les risques de grossesse et de complications pendant l'accouchement.

Le transport a un impact sur la capacité
d'accéder à un travail décent et à d'autres
droits. Il facilite la liberté de mouvement, le manque de mobilité ayant un
impact sur l'accès à d'autres droits, notamment l'accès à l'école, au travail, à la vie sociale et publique et
à d'autres services essentiels.



Les tarifs élevés et les itinéraires inefficaces, y compris les arrêts multiples et les changements de véhicule, signifient que les femmes en supportent le coût, financièrement ainsi qu'une pression temporelle accrue et un stress général pour celles qui combinent soins non rémunérés et travail rémunéré.

Les participants ont été invités à imaginer un avenir transformateur en matière de genre dans le service public, dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, des soins de santé, de l'éducation, de la garde d'enfants, des espaces verts publics et de la sécurité. Les participants ont été invités à penser à une économie et à une société qui valorisent avant tout les soins aux personnes et à la planète, en se penchant sur formes multiples et croisées de discrimination, en mettant fin à la division du travail entre les sexes, en promouvant le travail décent, promouvant l'intégrité physique et l'absence de violence.

Certaines des imaginations étaient limitées par les réalités et les systèmes dysfonctionnels dans lesquels les participants se sont imaginés opérer. Crystal et Aurea ont bien résumé les choses en disant:



Nous devons faire attention aux histoires auxquelles nous croyons, aux histoires sur lesquelles nous basons notre réflexion et nos décisions, et qui contraignent notre audace à révolutionner.

- Aurea



La chose la plus difficile à faire est de suspendre la réalité et de se débarrasser des chaînes. Cela nous permettra d'être audacieux et courageux pour imaginer différent. Il n'y a rien à réparer dans un système conçu pour nous exclure. Comment arrêter de célébrer les petites victoires et brûler complètement le système et recréer complètement quelque chose de nouveau? La macroéconomie semble très technique, mais il s'agit vraiment de savoir qui détient le pouvoir.

- Crystal Simeoni

"

Le groupe sur les soins de santé a joué une pièce avec deux réalités, l'une qui reflétait l'état désastreux des soins de santé (ou leur absence) dans nos pays, tandis que la seconde était inspirante et se situait dans pays imaginaire que les membres du groupe ont nommé: Ubuntu Land. Dans la première, une mère se présente dans un établissement de santé avec son nouveau-né. Elle est ignorée par la femme à la réception et rabaissée. Les soins sont coûteux, et ni les infirmières ni les médecins ne lui prêtent trop d'attention. On lui prescrit ses médicaments sans l'examiner et sans écouter ses préoccupations et prêter attention à ses symptômes. Elle est traitée avec négligence.

Dans le deuxième sketch (la deuxième situation/réalité), la mère est reçue chaleureusement par la réceptionniste qui lui offre de l'eau gratuitement, propose d'emmener son bébé à la garderie pendant qu'elle se fait consulter. Les infirmières et les médecins sont attentifs et gentils, les soins qu'elle reçoit sont gratuits, y compris le petit-déjeuner et la garderie, les systèmes de données sont intégrés et elle reçoit les soins dont elle a besoin. Surtout, elle est reçue avec respect, gentillesse et amour.

Un participant a noté: "Nous avons besoin de ces soins et de cet amour lorsque nous sommes malades. Nos systèmes de santé doivent nous aimer et prendre soin de nous".

Un autre participant a fait remarquer au groupe: "Vous nous avez montré que c'était possible – le cheminement vers la création de nouvelles possibilités ne concerne pas seulement ce que nous pouvons imaginer dans le futur, mais ce que nous pouvons changer maintenant pour ce futur". Wilson

Les participants ont également partagé des histoires positives de services sanitaires dans leurs pays. Au Burkina Faso et au Sénégal, les soins sont gratuits jusqu'à l'âge de cinq ans, y compris pour la césarienne et les vaccins. Ces derniers sont gratuits et obligatoires. Au Mali, la planification familiale gratuite vient d'être annoncée, bien qu'elle n'ait pas encore été pleinement mise en œuvre. L'assurance couvre 70% pour l'individu et la famille.



DU JOUR 5



Le dernier jour de l'AFMA a commencé avec des messages écrits par les participants à leurs gouvernements, inspirés du "pays d'Ubuntu".

Première Session Animée par Yassine Fall



Alors que Yassine Fall, l'une des pionnières de la macroéconomie féministe en Afrique, experte en économie et ancienne candidate à la présidentielle, ne pouvait pas être avec nous en personne, elle s'est adressée à l'AFMA 2021 via zoom. Malgré quelques problèmes techniques, Yassine a partagé certaines de ses idées et expériences sur le terrain au cours des dernières décennies. Une grande partie de ce dont elle a parlé a été évoquée au cours des premiers jours de l'AFMA 2021. Elle a suggéré que l'accent de nos conversations devrait porter sur: 'Où en sommes-nous et que faire de mieux 46 ans depuis Pékin 1975'.

Yassine a partagé ses frustrations sur le fait que le PIB, avec toutes ses insuffisances, est toujours utilisé pour mesurer le niveau de développement, excluant complètement les préoccupations environnementales, le travail de soins et mettant l'accent sur le commerce, le marché libre et les Investissements Directs Etrangers (IDE) qui sortent du pays sans que les citoyens en bénéficient. Elle a suggéré des moyens de mesure alterna-

tifs tels que le Revenu National Brut (RNB) qui permet de voir ce qui et qui est dans aussi bien que qu'en dehors de l'économie.

Lorsque les gouvernements réduisent les dépenses de santé, cela entraîne des coupes dans la santé reproductive des femmes. Ce qui cause un transfert de la responsabilité de l'État sur les femmes. Ces dernières laissent leurs activités pour s'occuper des malades. Comment elle emploie leur temps, leur santé, l'accès aux soins de santé; tout cela doit être intégré dans la dimension économique. Yassine a remis en question les idéaux néolibéraux qui ouvrent les marchés aux investissements directs étrangers et poussent à la privatisation des services sociaux, maximisant ainsi leurs profits et minimisant leurs dépenses. Elle nous a exhortés à nous organiser contre le fait de constamment hypothéquer la vie des femmes.



Yassine a parlé de l'importance des infrastructures, qui ne faisaient pas seulement référence aux routes et autoroutes, mais aux structures qui permettent aux personnes de vivre décemment et d'accéder aux services essentiels. Elle a donné l'exemple d'un train au Sénégal dont la construction a coûté 1 milliard de francs CFA, alors que le deuxième plus grand village n'a même pas un kilomètre de routes goudronnées. Ce même village abrite le plus grand lac du pays mais n'a pas d'eau potable. Elle a souligné la "nécessité d'étudier l'analyse et la pratique des politiques... et de les relier à la réalité des Africains, des femmes africaines, à la vie des gens, tout en étant conscient de la dynamique de pouvoir en jeu." Elle a fait référence au fait que le Sénégal suivait les recommandations de la Banque mondiale consistant à "taxer plus rapidement, plus facilement et plus largement". Ce qui revient à demander de l'impôt aux pauvres avec un impact négatif sur les femmes et les populations marginalisées.

Les participants ont soulevé des questions autour du CFA, de la politique monétaire et du manque de souveraineté qui a conduit à dépendre de l'argent gagné ailleurs. Il a été suggéré que le thème de la protection sociale des travailleurs domestiques, qui a été soulevé, devienne un thème dans une future AFMA. Yassine a réitéré son appel aux participants à s'engager plus profondément dans les questions du CFA comme non seulement un problème de pays francophones, mais plutôt une question africaine, dans les questions de la privatisation, de l'accaparement des terres et leur impact sur notre capacité à produire des aliments bons pour nous.

Session 2 Avec Coumba Touré

Coumba Touré, une féministe, conteuse, coordinatrice du mouvement "Africans Rising" et présidente

réfléchir à la suite.



S'exprimant sur une myriade de problèmes allant de la crise de la dette qui maintenait les Africains en esclavage, aux efforts de solidarité, à la normalisation de la violence et du viol en particulier avec les récents

du conseil d'administration de Trust Africa, a exhorté les participants à

cas très médiatisés au Sénégal, elle a posé un certain nombre de questions pertinentes. À qui

ça profitent quand les gens tombent malades? Où sont les investissements nécessaires pour garder les femmes en bonne santé? Comment démocratiser l'eau?

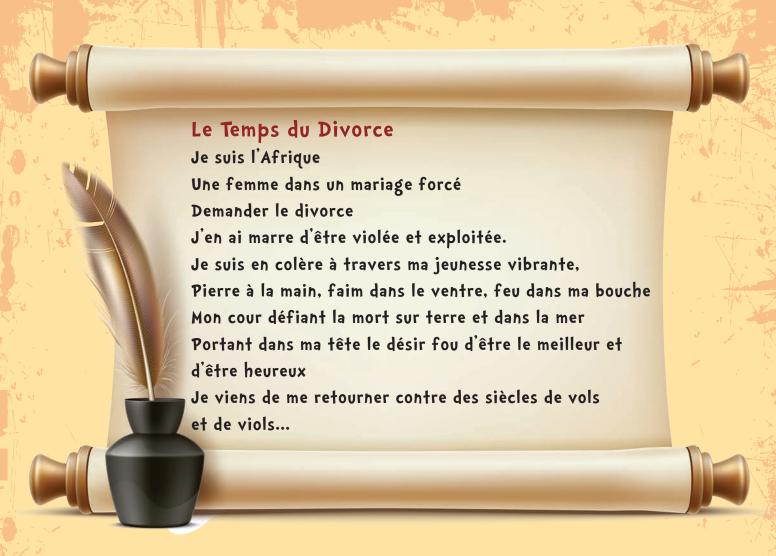
En tant que conteuse, elle utilise l'art comme moyen de guérir, de s'exprimer et de produire des histoires pour former les



nouvelles générations à penser différemment. Elle a conclu avec une pièce poignante, 'Time for Divorce', qui parle du divorce du capitalisme et de l'économie telle qu'elle est aujourd'hui, et établit un parallèle entre le sort de l'Afrique dans l'économie mondiale et la façon dont les femmes sont traitées dans la société.







Coumba Touré a exprimé son appréciation du travail de Yassine Fall et a rappelé aux participants qu'ils étaient ce dont on avait besoin, que ce qu'ils faisaient était ce dont on a besoin. Elle les a encouragés à prendre soin d'eux-mêmes et les uns des autres dans le processus de la lutte.

Des extraits d'un imaginaire d'une société centrée sur l'attention, l'amour, la gentillesse et la solidarité écrit par Agazit Abate et produit par NAWI intitulé "À une époque pas si lointaine" a été lu par un certain nombre de femmes, créant une belle atmosphère dans la pièce.

L'AFMA 2021 a été clôturée par la remise des certificats aux participants accompagnée d'acclamations et par les remerciements à Nicole de FEMNET et à Rouguiétou de Trust Africa pour la planification et l'organisation de l'AFMA 2021.

Les participants ont passé l'après-midi à contribuer à l'économie locale dans les marchés et à découvrir l'histoire au Musée des civilisations africaines.



GALERIE DE PHOTOS















GALERIE DE PHOTOS







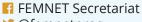




PROMOUVOIR UNE APPROCHE FEMINISTE AU FINANCEMENT ET A LA PRESTATION DES SERVICES PUBLICS EN AFRIQUE

RAPPORT FEMNET AFMA 2021





FEMNET Secretariat

- 12 Masaba Road, Lowerhill

 P.O. Roy 54563 20200 Nairahi Kanya
- P.O. Box 54562-00200 Nairobi, Kenya 📫
 - +254 20 2712971/2
 - admin@femnet.or.ke ⋈www.femnet.org (